



CANACCORD CAPITAL INC.

ANNONCE SES RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2010

RAPPORT DU PREMIER TRIMESTRE DE 2010 AUX ACTIONNAIRES

(Tous les montants sont en dollars canadiens, sauf indication contraire.)

VANCOUVER, le 6 août 2009 – Les produits de Canaccord Capital Inc. pour le premier trimestre de l'exercice 2010 terminé le 30 juin 2009 se sont établis à 137,5 millions \$, en hausse de 28,5 % par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice net pour le premier trimestre a atteint 9,1 millions \$, soit une hausse de 148,6 % par rapport au trimestre précédent. Le résultat par action («RPA») dilué pour le premier trimestre de l'exercice 2010 a été de 0,16 \$, ce qui représente une hausse de 0,09 \$ par rapport au trimestre précédent. Au sujet des résultats du trimestre, Paul Reynolds, président et chef de la direction, a déclaré : «Nos résultats du trimestre témoignent non seulement de l'amélioration de notre environnement d'affaires, mais aussi de notre engagement envers l'accroissement des marges. Bien que nous soyons satisfaits de notre rendement au premier trimestre, nous demeurons voués à accroître la valeur de Canaccord pour nos actionnaires».

Comparaison du premier trimestre de 2010 avec le quatrième trimestre de 2009

- produits de 137,5 millions \$, en hausse de 28,5 %, ou 30,5 millions \$, par rapport à 107,0 millions \$;
- charges de 121,5 millions \$, en hausse de 21,1 %, ou 21,2 millions \$, contre 100,3 millions \$;
- bénéfice net de 9,1 millions \$ comparativement à un bénéfice net de 3,7 millions \$;
- RPA dilué de 0,16 \$ comparativement à un RPA dilué de 0,07 \$ au quatrième trimestre de 2009.

Comparaison de la situation financière à la fin du premier trimestre de 2010 avec celle du premier trimestre de 2009

- Solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 734,3 millions \$, en hausse de 179,3 millions \$ contre 555,0 millions \$;
- fonds de roulement en baisse de 31,7 millions \$, passant de 333,3 millions \$ à 301,6 millions \$, du fait de la diminution de soldes des débiteurs, déduction faite des créditeurs;
- total des capitaux propres de 385,4 millions \$, en baisse de 54,5 millions \$ contre 439,9 millions \$;
- valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) de 6,73 \$ à la fin de la période, en baisse de 12,1 %, ou 0,93 \$, contre 7,66 \$.

Comparaison du premier trimestre de 2010 avec le premier trimestre de 2009

- produits de 137,5 millions \$, en baisse de 20,4 %, ou 35,2 millions \$, par rapport à 172,7 millions \$;
- charges de 121,5 millions \$, en baisse de 18,6 %, ou 27,7 millions \$, contre 149,2 millions \$;
- bénéfice net de 9,1 millions \$ comparativement à un bénéfice net de 16,5 millions \$ à la même période de l'exercice précédent;
- rendement des capitaux propres (RCP) de 9,7 %, en baisse comparativement à 15,7 %;
- RPA dilué de 0,16 \$ comparativement à un RPA dilué de 0,31 \$;
- Le 5 août 2009, le conseil d'administration a examiné la politique relative aux dividendes de la Société dans le contexte du marché et de ses activités, et a approuvé la suspension continue du dividende trimestriel de Canaccord pour le trimestre considéré. Cette mesure a été prise afin de permettre à Canaccord de protéger son fonds de roulement et sa valeur comptable, de même que de se positionner de façon à tirer profit des occasions de croissance qui pourraient se présenter.

TABLE DES MATIÈRES

Canaccord Capital Inc. présente les résultats du premier trimestre	1	Bilans consolidés intermédiaires	19	États de la variation des capitaux propres consolidés intermédiaires	21
Message aux actionnaires	3	États des résultats consolidés intermédiaires	20	États des flux de trésorerie consolidés intermédiaires	22
Rapport de gestion	5	États du résultat étendu consolidés intermédiaires	21	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires	23

Faits saillants de l'exploitation :

- Canaccord Adams a dirigé 23 opérations à l'échelle internationale pour mobiliser un produit total de 551,8 millions \$¹ au cours du premier trimestre de 2010.
- Canaccord Adams a participé à un total de 74 opérations à l'échelle internationale, mobilisant un produit total de 1,5 milliard \$¹ au cours du premier trimestre de 2010.
- Au cours du premier trimestre de 2010, Canaccord Adams a dirigé ou codirigé les opérations sur actions suivantes :
 - une opération de 132,0 millions £ pour Heritage Oil Corporation (Bourse de Londres)
 - une opération de 167,6 millions \$ US pour Itron Inc. (NASDAQ)
 - une opération de 162,3 millions \$ CA pour TransAtlantic Petroleum Corp. (Bourse de Toronto)
 - une opération de 87,4 millions \$ US pour BPZ Resources, Inc. (AMEX)
 - une opération de 66,2 millions \$ US pour Telvent GIT S.A. (NASDAQ)
 - une opération de 50,1 millions \$ CA pour Capstone Mining Corp. (Bourse de Toronto)
- Canaccord a continué de se classer au premier rang au Canada pour ce qui est de la part de marché de négociation de blocs de titres à la Bourse de croissance TSX qui a été de 16,9 % au premier trimestre de 2010, en hausse par rapport à 10,5 % au premier trimestre de 2009².
- Canaccord Adams a réalisé 6 opérations de placement privé d'actions («PPA») en Amérique du Nord qui lui ont permis de mobiliser un produit de 151,1 millions \$ US au premier trimestre de 2010³.
- Les actifs sous administration ont atteint 10,3 milliards \$, soit une baisse de 29,6 % par rapport à 14,7 milliards \$ à la fin du premier trimestre de 2009 et une hausse de 12,6 % par rapport à 9,2 milliards \$ à la fin du quatrième trimestre de 2009.
- Les actifs sous gestion ont atteint 443,0 millions \$, soit une baisse de 40,7 % par rapport à 747,0 millions \$ à la fin du premier trimestre de 2009 et une hausse de 12,7 % par rapport à 393,0 millions \$ à la fin du quatrième trimestre de 2009.
- Au 30 juin 2009, Canaccord comptait 335 équipes de conseillers⁴, soit 19 de moins que les 354 équipes de conseillers au 30 juin 2008 et une baisse de trois par rapport à 338 équipes au 31 mars 2009. La diminution est principalement attribuable à la révision stratégique de notre groupe Services aux particuliers.
- Le 23 juin 2009, George Karkoulas s'est joint à La Corporation Canaccord Capital à titre de vice-président directeur et chef de la gestion financière indépendante, à Toronto.
- Le 29 juin 2009, Giles Fitzpatrick s'est joint à Canaccord Adams Limited à titre de président des activités de Canaccord Adams au Royaume-Uni.

Mesures non conformes aux PCGR

La direction estime que les mesures non conformes aux PCGR présentées fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de Canaccord. La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux PCGR permettront une meilleure évaluation du rendement des activités de Canaccord et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Ces mesures non conformes aux PCGR ne devraient pas être interprétées comme des mesures de remplacement des résultats qui sont présentés de manière conforme aux PCGR. Ces mesures non conformes aux PCGR sont présentées afin de rehausser la compréhension générale des investisseurs du rendement financier réel de Canaccord.

Cependant, il existe une limite inhérente à l'utilisation de ces mesures non conformes aux PCGR. En effet, les incidences comptables des éléments importants selon les PCGR reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de Canaccord, et ces incidences ne doivent pas être négligées dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de Canaccord. Par conséquent, la direction estime que les mesures conformes aux PCGR du bénéfice net (de la perte nette) et du bénéfice (de la perte) dilué(e) par action de Canaccord et les mêmes mesures respectives non conformes aux PCGR du rendement financier doivent être parallèlement prises en compte.

1) Source : FP Infomart et données de la Société.

2) Source : Canada Equity. Part de marché par volume de négociation.

3) Source : Placement Tracker. Comprend les placements dans des sociétés constituées au Canada et aux États-Unis.

4) Les équipes de conseillers comprennent généralement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Dans l'ensemble, nous sommes satisfaits du rendement de Canaccord au premier trimestre de l'exercice 2010. Si certains investisseurs et émetteurs sont demeurés inactifs au cours du trimestre en raison de la volatilité du marché, l'ensemble de nos secteurs ont trouvé des possibilités qui leur ont permis de tirer parti du marché actuel. Les initiatives de réduction des coûts que nous avons annoncées au cours de l'exercice donnent également des résultats tangibles. Par conséquent, les marges de Canaccord s'accroissent, et d'autres gains devraient découler des programmes de réduction des coûts en vigueur.

APERÇU FINANCIER

Les produits pour les trois mois terminés le 30 juin 2009 ont totalisé 137,5 millions \$, soit une hausse de 29 % en regard du trimestre précédent, mais une baisse de 20 % par rapport aux produits qui avaient totalisé 172,7 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2009. Les charges ont reculé de 19 %, comparativement au trimestre correspondant du dernier exercice, pour s'établir à 121,5 millions \$, surtout par suite d'une diminution de 17 % de la charge de rémunération au rendement et d'une réduction de 38 % des frais d'administration. Le bénéfice net a atteint 9,1 millions \$, soit une amélioration considérable en regard des 3,7 millions \$ dégagés au trimestre précédent, mais une chute de 45 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2009.

S'établissant à 9,7 %, le rendement des capitaux propres (RCP) pour le premier trimestre de 2010 a été inférieur à ce qui, selon nous, correspond à un RCP à long terme approprié pour Canaccord. Nous nous employons à favoriser une plus grande efficacité et à trouver plus de possibilités de croissance des produits dans tous les secteurs de l'entreprise, en vue d'atteindre, en bout de ligne, une cible à long terme de 20 % en matière de RCP moyen au cours du prochain cycle économique.

Nous continuerons d'investir dans la croissance de nos activités. Toutefois, bien que nous nous soyons engagés à cet égard, il nous est impossible de soutenir la croissance à tout prix. Dès qu'elles génèrent des produits, chacune de nos activités doit contribuer adéquatement à notre cible à long terme en matière de RCP. Pour s'assurer que tous les secteurs de Canaccord sont également transparents envers les actionnaires, à compter du prochain trimestre, nous fournirons des informations financières additionnelles pour attribuer certains coûts directs et autres coûts à nos secteurs. Nous sommes d'avis que cette initiative donnera lieu à une responsabilisation accrue, pendant que nous continuerons de faire preuve de vigilance au chapitre des coûts. Nous sommes décidés à apporter les changements nécessaires pour révéler la valeur intrinsèque de l'ensemble de nos activités.

RENDEMENT SOLIDE DU CÔTÉ DE CANACCORD ADAMS

Canaccord Adams a affiché un excellent rendement au cours du premier trimestre de l'exercice 2010, et ce, malgré la faiblesse générale des marchés des capitaux mondiaux. Les produits tirés de l'ensemble des régions ont reculé de 18 % en regard du premier trimestre beaucoup plus robuste du dernier exercice. Toutefois, nous percevons des signes montrant qu'une reprise graduelle est amorcée. Les produits tirés de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni ont augmenté de respectivement 17 %, 31 % et 60 %, depuis le dernier trimestre, ce qui traduit une progression marquée attribuable, en partie, à l'amélioration des marchés des capitaux au cours du premier trimestre.

À l'échelle internationale, l'équipe de Canaccord Adams a agi comme chef de file dans 23 opérations, qui ont mobilisé plus de 550 millions \$, et a participé à 74 opérations, qui ont amassé un produit total de 1,5 milliard \$. Notre solide bilan, notre excellent capital et notre capacité de placement à l'échelle mondiale pour les clients nous ont permis de réaliser de nombreuses opérations au cours du trimestre. Parmi celles-ci, mentionnons un placement de 132 millions £ à la Bourse de Londres pour Heritage Oil et une opération de prise ferme de 162 millions \$ CA à la Bourse de Toronto pour TransAtlantic Petroleum Corp.

Canaccord Adams a agi comme principal responsable des registres dans le cadre de deux opérations de prise ferme aux États-Unis qui ont été particulièrement importantes, soit un placement de 168 millions \$ US pour Itron Inc. et un placement de 66,2 millions \$ US pour Telvent GIT, S.A. Ces opérations ont mis en évidence le savoir-faire de notre équipe dans un nouveau contexte de placement axé sur l'efficacité énergétique et l'infrastructure, qui reflète la force de ces deux entreprises.

Au Royaume-Uni, nous avons été très heureux d'accueillir Giles Fitzpatrick en tant que nouveau président de Canaccord Adams Limited – nos activités au Royaume-Uni – à la fin du trimestre. Auparavant, M. Fitzpatrick a été chef de l'exploitation d'une maison de courtage de valeurs mondiale très réputée, et ses relations bien établies en Europe, en Asie et en Amérique du Nord nous permettront de continuer d'affermir nos activités de négociation d'actions sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni.

PROGRÈS DU CÔTÉ DES SERVICES AUX PARTICULIERS

La volatilité du marché qui est à l'origine du ralentissement des activités de négociation au cours des trois premiers mois de l'exercice 2010 a pesé sur les produits des Services aux particuliers. Les produits ont glissé de 30 % en regard du trimestre correspondant du dernier exercice, mais ont progressé depuis d'environ 8 %, ce qui suggère un retour graduel à un environnement d'affaires plus près de la normale. Ayant atteint 10,3 milliards \$, nos actifs sous administration ont augmenté de 12,6 % depuis le dernier trimestre, mais ont reculé de 29,6 % sur douze mois, principalement sous l'effet de la baisse de leur valeur marchande.

Le secteur des Services aux particuliers fait des progrès considérables sous la direction de John Rothwell. Le secteur en est à sa première année d'un programme de trois ans axé sur le repositionnement stratégique qui vise à générer des produits par le déploiement d'efforts sur le plan des prix, des produits et des services, ainsi qu'à réduire les coûts par une utilisation plus efficace des ressources. Nous réaffirmons notre ferme volonté de faire progresser ce secteur grâce à des programmes d'accroissement de la qualité, tout en poursuivant énergiquement de nouvelles possibilités de croissance.

Récemment, George Karkoulas s'est joint à notre équipe en tant que chef de la nouvelle initiative de gestion financière indépendante des Services aux particuliers. Ce programme est un nouveau secteur stratégique complémentaire de notre plateforme des Services aux particuliers, qui tablera sur l'indépendance, l'infrastructure et les forces opérationnelles de Canaccord. Il offrira également la possibilité de recruter des courtiers qui souhaitent conserver leur indépendance, tout en travaillant sous la marque bien connue de Canaccord. Nous sommes d'avis que M. Karkoulas est la personne idéale pour diriger cette initiative axée sur la croissance, puisque, au cours des sept dernières années, il a mené à bien une initiative semblable pour le compte d'une société dans notre groupe de pairs.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Nous affichons un optimisme prudent à l'égard de l'avenir immédiat de Canaccord. À ce jour, nous sommes satisfaits de nos réalisations sur le plan de la réduction de notre seuil de rentabilité et du succès continu que connaissent nos équipes par la mise en œuvre d'idées extraordinaires pour nos clients, et ce, dans des conditions de marché encore difficiles. En raison du ralentissement économique mondial qui subsiste, nous sentons le besoin de continuer de protéger la solidité du capital de Canaccord, dans le cas où la reprise économique mondiale serait plus longue que prévue.

Comme toujours, nous remercions nos employés pour leur ardeur au travail et leur dévouement envers nos clients et nos actionnaires. Plus important encore, nous les remercions de comprendre les besoins derrière les changements que nous apportons et de les prendre au sérieux. Le changement est la clé de l'évolution, et nous savons tous qu'il s'agit là d'un élément important pour le succès continu de Canaccord.



PAUL D. REYNOLDS
Président et chef de la direction

RAPPORT DE GESTION

Premier trimestre de l'exercice 2010, période de trois mois terminée le 30 juin 2009 – Document daté du 6 août 2009

Le rapport de gestion suivant de Canaccord Capital Inc. («Canaccord») vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière et les résultats d'exploitation de la période de trois mois terminée le 30 juin 2009 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La période de trois mois terminée le 30 juin 2009 est également désignée sous le nom de premier trimestre de 2010, de T1/10 et T1 de l'exercice 2010 dans le présent rapport de gestion. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2009, qui commencent à la page 19 du présent rapport, la notice annuelle datée du 26 mai 2009 et le rapport de gestion annuel de 2009, y compris les états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 31 mars 2009, qui se trouvent dans le rapport annuel de Canaccord daté du 20 mai 2009 («rapport annuel»). Aucune modification importante n'a été apportée à l'information qui figure dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2009, sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion. L'information financière de Canaccord est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. L'information financière présentée dans le présent document est préparée selon les principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada, à moins d'indication contraire. Le présent rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les états financiers consolidés annuels vérifiés préparés selon les PCGR du Canada.

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document contient certains énoncés prospectifs. Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes ou les croyances de la direction à l'égard des événements futurs, dont la situation des affaires et la conjoncture économique, et de la croissance, des résultats d'exploitation, du rendement et des perspectives et possibilités d'affaires de Canaccord. Ces énoncés prospectifs reflètent les croyances actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que «peut», «sera», «devrait», «prévoir», «projeter», «anticiper», «croire», «estimer», «prédire», «éventuel», «continuer», «cible», «avoir l'intention de», «entendre» ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indique des énoncés prospectifs. Par nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'ils évaluent ces énoncés, les lecteurs devraient expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés intermédiaires et annuels de Canaccord et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés dans sedar.com. Ces énoncés prospectifs sont faits en date du présent document, et Canaccord ne s'engage pas à les mettre à jour ou à les réviser pour tenir compte de nouveaux événements ou de nouvelles circonstances.

MESURES NON CONFORMES AUX PCGR

Certaines mesures non conformes aux PCGR sont utilisées par Canaccord comme mesures du rendement financier. Les mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Parmi les mesures non conformes aux PCGR, citons le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP), les actifs sous administration (ASA), les actifs sous gestion (ASG), le pourcentage des charges par rapport aux produits et la valeur comptable par action diluée.

Le capital de Canaccord est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires («RCP») comme mesure du rendement.

Les actifs sous administration («ASA») et les actifs sous gestion («ASG») représentent des mesures des biens des clients non conformes aux PCGR, qui sont communes aux aspects de la gestion du patrimoine du secteur Services aux particuliers. Les ASA représentent la valeur marchande des biens du client qui sont administrés par Canaccord et dont elle tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients de même que la valeur marchande globale de positions acheteurs et vendeurs sur titres. La méthode qu'emploie Canaccord pour calculer les ASA peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise cette mesure pour évaluer le rendement opérationnel du secteur des Services aux particuliers. Les ASG comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes appelés *Programme Alliance* et *Gestion privée des placements*. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. Les ASG sont également administrés par Canaccord et sont inclus dans les ASA.

VUE D'ENSEMBLE DE NOS ACTIVITÉS

Par l'intermédiaire de ses principales filiales, Canaccord Capital Inc. (TSX et AIM : CCI), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et aux États-Unis. Canaccord est cotée à la Bourse de Toronto («TSX») et à l'AIM, branche de la Bourse de Londres («LSE»). La Société exerce ses activités dans les deux principaux segments du secteur des valeurs mobilières : les marchés des capitaux et les services aux particuliers. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits bancaires de placements complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de Canaccord.

Les activités de Canaccord sont cycliques, et les produits et le bénéfice connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Nos activités sont touchées par la situation générale sur les marchés des actions nord-américains et européens, y compris les variations saisonnières.

Environnement d'affaires

Les injections massives de liquidités par les gouvernements et les banques centrales se sont poursuivies au premier trimestre de l'exercice 2010 de Canaccord. Une bonne partie du pessimisme encore ambiant au T4/09 a fait place à l'optimisme. Les marchés ont offert les meilleurs rendements sur les actions depuis 2003, et le rythme vigoureux des nouvelles émissions de titres témoigne de l'affermissement du marché des capitaux. Le ressac des marchés des actions a offert d'excellentes possibilités d'achat, ce qui tranche avec la stagnation au T4/09, alors que les investisseurs cherchaient à réduire leur exposition au risque. Le crédit risqué a également dégagé de bien piètres rendements.

L'économie réelle a continué de se détériorer. L'activité manufacturière tant au Canada qu'aux États-Unis a tourné au ralenti, et l'utilisation de la capacité demeure très faible. Les défauts de remboursement ont augmenté et le taux de chômage a grimpé, en plus d'un déficit budgétaire aux États-Unis qui a excédé la barre du billion de dollar plus tôt que jamais observé auparavant. La restructuration de l'industrie américaine de l'automobile, dirigée par le gouvernement, a changé la nature des affaires aux États-Unis.

Les entreprises ont continué de réduire les coûts et bon nombre ont été forcées de se réorganiser. Dans certains cas, elles ont même été acculées à la faillite. Parce qu'on supposait une reprise économique du côté des nations émergentes, comme la Chine et l'Inde, il y a eu une surenchère des matières premières. À la fin du trimestre, la faible demande de l'économie réelle a entraîné un important ressac du prix de nombreux produits de base, ainsi que de nouvelles pertes pour les spéculateurs.

Les banques centrales ont maintenu les taux d'intérêt à court terme à de bas niveaux durant le premier trimestre de 2010; cependant, les rendements sur dix ans ont grimpé de façon notable. Il s'agit là d'un élément préoccupant pour le redressement durable du secteur immobilier aux États-Unis. L'activité immobilière au Canada s'est accrue pour atteindre des niveaux quasi historiques, et ce, à un rythme soutenu. Le Royaume-Uni, particulièrement Londres, a affiché une stabilisation des prix et une activité immobilière renouvelée.

Toutefois, à la fin du trimestre, de nombreux intervenants étaient d'avis que, d'ici la fin de l'année civile, le contexte économique serait beaucoup plus favorable.

Données sur le marché

La Bourse de Toronto, la Bourse de croissance TSX et l'AIM ont tous affiché des gains au chapitre des volumes de négociation au cours du T1/10 par rapport au T4/09, tandis que le NASDAQ a affiché un léger recul. La Bourse de Toronto et l'AIM ont enregistré un accroissement des volumes de négociation par rapport au premier trimestre de l'exercice 2009, tandis que la Bourse de croissance TSX et le NASDAQ ont enregistré une décline comparativement à il y a un an.

Comparativement au trimestre précédent, la valeur du financement a monté de façon importante à la Bourse de Toronto, la Bourse de croissance TSX, l'AIM, ainsi qu'au NASDAQ, où elle a presque triplé depuis. En regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, les financements sur l'AIM ont chuté de 45 %, tandis que les marchés nord-américains se sont affermis, ce qui se traduit par la hausse de la valeur du financement à la Bourse de Toronto, la Bourse de croissance TSX et au NASDAQ.

Volumes de négociation par Bourse (en milliards d'actions)

	Avril 2009	Mai 2009	Juin 2009	T1 de l'exercice 2010	Variation par rapport au T1/09	Variation par rapport au T4/09
Bourse de Toronto	10,7	11,5	10,9	33,1	32,4 %	10,3 %
Bourse de croissance TSX	3,1	3,8	4,2	11,1	(19,6)%	37,0 %
AIM	15,0	22,4	17,9	55,3	40,7 %	81,3 %
NASDAQ	16,0	15,5	17,0	48,5	(13,6)%	(6,1)%

Source : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de LSE AIM, Thomson One

Valeur totale du financement par Bourse

	Avril 2009	Mai 2009	Juin 2009	T1 de l'exercice 2010	Variation par rapport au T1/09	Variation par rapport au T4/09
Bourse de Toronto et Bourse de croissance TSX (en milliards \$ CA)	4,0	2,5	8,0	14,5	27,2 %	16,9 %
AIM (en milliards de livres sterling)	0,1	0,6	0,4	1,1	(45,0)%	83,3 %
NASDAQ (en milliards \$ US)	2,8	3,3	5,9	12,0	135,3 %	287,1 %

Source : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de LSE AIM, Equidesk

Valeur du financement dans les secteurs d'activité pertinents sur l'AIM

(en millions de livres sterling, sauf les pourcentages)	Avril 2009	Mai 2009	Juin 2009	T1 de l'exercice 2010	Variation par rapport au T1/09	Variation par rapport au T4/09
Pétrole et gaz	4,8 £	152,0 £	124,2 £	281,0 £	(8,9)%	1 452,5 %
Mines	19,9	87,1	11,5	118,5	(74,1)%	(47,9)%
Pharmacologie et biotechnologie	3,0	5,2	56,4	64,6	67,4 %	994,9 %
Médias	1,0	1,8	20,5	23,3	25,9 %	308,8 %
Technologie	3,1	3,6	51,0	57,7	(57,0)%	1 703,1 %
Total pour les secteurs pertinents	31,8 £	249,7 £	263,6 £	545,1 £	(43,1)%	109,4 %

Source : Statistiques LSE AIM

Valeur du financement dans les secteurs d'activité pertinents sur la Bourse de Toronto et la Bourse de croissance TSX

(en millions \$, sauf les pourcentages)	Avril 2009	Mai 2009	Juin 2009	T1 de l'exercice 2010	Variation par rapport au T1/09	Variation par rapport au T4/09
Pétrole et gaz	162,4 \$	1 014,2 \$	1 110,7 \$	2 287,3 \$	(19,8)%	3,2 %
Mines	34,7	1 697,2	1 057,4	2 789,3	127,8 %	44,1 %
Biotechnologie	—	—	—	—	(100,0)%	a.v.
Médias	—	—	—	—	(100,0)%	a.v.
Technologie	—	23,0	18,9	41,9	(25,0)%	a.v.
Total pour les secteurs pertinents	197,1 \$	2 734,4 \$	2 187,0 \$	5 118,5 \$	13,7 %	22,0 %

Source : FPinfomart
a.v. : aucune variation

Activités de Canaccord

Les activités de Canaccord Capital Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Canaccord Adams (nos activités sur les marchés des capitaux) et Services aux particuliers. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de services bancaires de placement complémentaires, de produits de placement et de services de courtage aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de Canaccord. Le secteur administratif de Canaccord est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Canaccord Adams

Canaccord Adams offre aux sociétés et aux institutions du marché intermédiaire partout dans le monde une plateforme intégrée pour la recherche sur les actions, les ventes, la négociation et le financement de sociétés, reposant sur des activités d'envergure au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni.

- Les analystes en recherche de Canaccord ont une connaissance approfondie de plus de 600 sociétés dans huit secteurs cibles : mines et métaux, énergie, technologie, sciences de la vie, produits de consommation, immobilier, infrastructures et développement durable.
- Notre bureau de vente et de négociation exécute les opérations en temps voulu pour plus de 1 500 clients institutionnels partout dans le monde et fonctionne comme une équipe intégrée sur une plateforme commune.
- Grâce à notre effectif de plus de 65 spécialistes en financement de sociétés, Canaccord Adams fait bénéficier ses clients de sa connaissance approfondie du secteur, de sa vaste expérience des opérations sur actions et de ses services-conseils en fusions et acquisitions.

Les produits de Canaccord Adams sont tirés des commissions et des honoraires gagnés dans le cadre du financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des gains et pertes nets de négociation provenant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation.

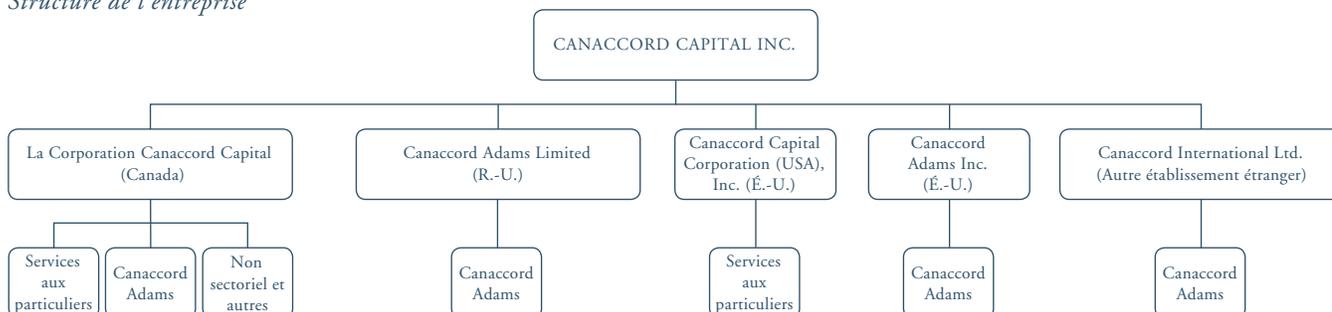
Services aux particuliers

Chef de file parmi les courtiers en valeurs indépendants, Services aux particuliers de Canaccord a assis sa réputation sur la qualité de ses idées de placement. Nous sommes conscients que la complexité croissante de la situation financière de nombreux clients nécessite les services d'équipes de conseillers chevronnés qui peuvent proposer des solutions et des idées qui répondent aux besoins des clients. Bon nombre de nos conseillers en placement ont reçu une formation pour l'obtention de titres professionnels liés au secteur, tels qu'analyste financier agréé ou gestionnaire des placements agréé. Nous continuons d'offrir à nos conseillers des occasions de formation continue.

Les produits tirés des Services aux particuliers proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les équipes de conseillers en financement de sociétés et en opérations mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les services de courtage de correspondance, les services bancaires et les autres intérêts, les gains et les pertes de changes ainsi que les charges qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Adams ou aux Services aux particuliers. Ce secteur comprend également les groupes de services d'exploitation et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Structure de l'entreprise**Résultats d'exploitation consolidés**

*Sommaire des données du premier trimestre de l'exercice 2010*¹

<i>(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, le nombre d'employés et les pourcentages)</i>	<i>Trois mois terminés les 30 juin</i>		<i>Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent</i>
	<i>2009</i>	<i>2008</i>	
Canaccord Capital Inc.			
Produits			
Commissions	55 456 \$	71 996 \$	(23,0)%
Financement de sociétés	55 886	76 147	(26,6)%
Négociation à titre de contrepartiste	11 470	5 911	94,0 %
Intérêts	3 476	12 329	(71,8)%
Divers	11 175	6 325	76,7 %
Total des produits	137 463 \$	172 708 \$	(20,4)%
Charges			
Rémunération au rendement	68 463 \$	82 727 \$	(17,2)%
Charges de personnel	13 802	15 443	(10,6)%
Autres charges indirectes ²	39 203	51 009	(23,1)%
Total des charges	121 468 \$	149 179 \$	(18,6)%
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	15 995	23 529	(32,0)%
Bénéfice net	9 112	16 459	(44,6)%
Résultat par action (RPA) – dilué	0,16	0,31	(48,4)%
Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP)	9,7 %	15,7 %	(6,0)p.p.
Valeur comptable par action à la fin de la période	6,73	7,66	(12,1)%
Nombre d'employés	1 509	1 698	(11,1)%

1) Les données sont considérées comme des mesures conformes aux PCGR, sauf le RCP, la valeur comptable par action et le nombre d'employés.

2) Désigne les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.

p.p. : points de pourcentage

Répartition géographique des produits pour le premier trimestre de l'exercice 2010¹

<i>(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)</i>	<i>Trois mois terminés les 30 juin</i>		<i>Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent</i>
	<i>2009</i>	<i>2008</i>	
Canada	87 934 \$	108 898 \$	(19,3)%
Royaume-Uni	20 925	33 718	(37,9)%
États-Unis	27 179	25 621	6,1 %
Autres établissements étrangers	1 425	4 471	(68,1)%

1) Pour obtenir une description de la répartition géographique des activités de Canaccord, se reporter à la section intitulée «Activités de Canaccord» à la page 7.

Comparaison du premier trimestre de 2010 avec le premier trimestre de 2009

Sur une base consolidée, les produits sont générés par cinq activités : les commissions et les honoraires liés à l'activité de placement pour compte et de gestion du patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et le poste divers. Les produits pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2009 se sont élevés à 137,5 millions \$, une baisse de 20,4 %, ou 35,2 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2010, les produits tirés des commissions se sont établis à 55,5 millions \$, une baisse de 16,5 millions \$ par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette baisse est en grande partie attribuable à un recul de 12,7 millions \$ des produits tirés des commissions dans notre secteur Services aux particuliers.

Les produits tirés du financement de sociétés se sont établis à 55,9 millions \$, en baisse de 20,3 millions \$, ou 26,6 %, en raison essentiellement du ralentissement des activités liées aux marchés des capitaux du Canada et du Royaume-Uni. Les produits découlant des activités de négociation à titre de contrepartiste se sont chiffrés à 11,5 millions \$, en hausse de 5,6 millions \$, ou 94,0 %, en raison surtout de la hausse des gains découlant des activités de tenue de marché au Royaume-Uni et dans l'autre établissement étranger.

Les intérêts créditeurs ont atteint 3,5 millions \$, soit une diminution de 8,9 millions \$, ou 71,8 %, par suite de la réduction du nombre et de la taille des comptes sur marge et de la baisse des taux d'intérêt.

Les produits divers ont été de 11,2 millions \$, une hausse de 4,9 millions \$, ou 76,7 %, du fait principalement des gains de change réalisés pour le trimestre.

Les produits du premier trimestre au Canada ont été de 87,9 millions \$, une diminution de 21,0 millions \$, ou 19,3 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Nos activités ont souffert de l'affaiblissement des marchés boursiers canadiens en comparaison du T1/09.

Au Royaume-Uni, les produits ont atteint 20,9 millions \$, une diminution de 37,9 %, ou 12,8 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les produits générés par l'autre établissement étranger ont été de 1,4 million \$, en baisse de 68,1 %, ou 3,0 millions \$. Ces baisses s'expliquent par le ralentissement économique mondial qui a commencé à la deuxième moitié de l'exercice 2009.

Aux États-Unis, les produits se sont chiffrés à 27,2 millions \$, soit 1,6 million \$, ou 6,1 %, de plus qu'au T1/09. Les produits tirés des activités aux États-Unis ont légèrement progressé comparativement au T1/09, du fait de notre environnement d'affaires plus favorable dans certains secteurs cibles.

Pourcentage des charges par rapport aux produits

	Trois mois terminés les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2009	2008	
Rémunération au rendement	49,8 %	47,9 %	1,9 p.p.
Charges de personnel	10,0 %	8,9 %	1,1 p.p.
Autres charges indirectes ¹	28,5 %	29,6 %	(1,1)p.p.
Total	88,3 %	86,4 %	1,9 p.p.

1) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.

p.p. : points de pourcentage

Comparaison du premier trimestre de 2010 avec le premier trimestre de 2009

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2009, les charges ont été de 121,5 millions \$, une baisse de 18,6 %, ou 27,7 millions \$, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent.

La charge de rémunération au rendement s'est élevée à 68,5 millions \$ pour le trimestre, une diminution de 17,2 %, ou 14,3 millions \$, correspondant au recul des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération au rendement consolidée, exprimée en pourcentage du total des produits, a été de 49,8 %, en hausse de 1,9 point de pourcentage. Pour le premier trimestre de l'exercice 2010, les charges de personnel ont totalisé 13,8 millions \$, une diminution de 10,6 % en regard de la même période de l'exercice 2009. Cette diminution découle de la réduction des salaires des employés au cours de l'exercice 2009 dans le cadre de notre initiative globale de réduction des coûts.

La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et salaires), en pourcentage des produits consolidés du T1/10, a atteint 59,8 %, soit 3,0 points de pourcentage de plus que le pourcentage de 56,8 % du T1/09.

Autres charges indirectes

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Trois mois terminés les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2009	2008	
Frais de négociation	7 324 \$	6 321 \$	15,9 %
Locaux et matériel	5 882	5 785	1,7 %
Communications et technologie	5 489	6 163	(10,9)%
Intérêts	845	3 959	(78,7)%
Frais d'administration	11 888	19 277	(38,3)%
Amortissement	1 921	2 042	(5,9)%
Frais de développement	5 854	7 462	(21,5)%
Total des autres charges indirectes	39 203 \$	51 009 \$	(23,1)%

Comparaison du premier trimestre de 2010 avec le premier trimestre de 2009

Les autres charges indirectes ont reculé de 23,1 %, ou 11,8 millions \$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour se fixer à 39,2 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2010, surtout en raison de la diminution des intérêts, des frais de développement et des frais d'administration.

Les intérêts débiteurs ont diminué de 3,1 millions \$, ou 78,7 %, par suite de la réduction des taux d'intérêt par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les frais de développement ont enregistré une diminution de 1,6 million \$, ou 21,5 %, par rapport au T1/09, principalement en raison de la baisse du nombre de primes de recrutement offertes aux États-Unis au cours du T1/10.

Le principal facteur ayant contribué à la baisse des frais d'administration a été la diminution des frais de promotion et de déplacement de 5,1 millions \$, ou 61,6 %, et la diminution des honoraires professionnels de 1,4 million \$ ou 33,1 %. La diminution des frais de promotion et de déplacement est attribuable aux efforts déployés à l'échelle de l'entreprise pour réduire les dépenses engagées par la Société dans le cadre du plan de restructuration. Le recouvrement de charges du compte de rémunération a également contribué à la diminution des frais de promotion et de déplacement. Les honoraires professionnels ont glissé au cours du T1/10, en raison des honoraires de consultation non récurrents engagés au T1/09 dans le cadre de la mise à niveau de l'infrastructure interne.

Le bénéfice net du T1/10 a été de 9,1 millions \$ comparativement à 16,5 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le RPA dilué a atteint 0,16 \$ au T1/10 comparativement à 0,31 \$ au T1/09. Pour le T1/10, le RCP a atteint 9,7 % comparativement à 15,7 % pour le T1/09. La valeur comptable par action (nombre dilué) pour le T1/10 était de 6,73 \$, contre 7,66 \$ au T1/09.

Les impôts sur les bénéfices se sont établis à 6,9 millions \$ pour le trimestre, compte tenu d'un taux d'imposition effectif de 43,0 %, en hausse de 13,0 points de pourcentage, par rapport au taux de 30,0 % du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à la variation des actifs d'impôts futurs.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION**Canaccord Adams ¹**

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trois mois terminés les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2009	2008	
Canaccord Adams			
Produits	85 497 \$	104 793 \$	(18,4)%
Charges directes			
Rémunération au rendement	45 231 \$	52 529 \$	(13,9)%
Charges de personnel	3 404	4 223	(19,4)%
Autres charges indirectes	20 497	28 268	(27,5)%
Total des charges directes	69 132 \$	85 020 \$	(18,7)%
Produits moins les charges directes ²	16 365	19 773	(17,2)%
Nombre d'employés	474	545	(13,0)%

1) Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, sauf le nombre d'employés.

2) Les produits moins les charges directes ne tiennent pas compte des autres charges indirectes et des charges de rémunération qui sont comprises dans le secteur Non sectoriel et autres, mais qui ne lui sont pas précisément attribuables.

Les produits de Canaccord Adams sont tirés des commissions et des honoraires gagnés dans le cadre du financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des gains et pertes de négociation provenant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation.

Comparaison du premier trimestre de 2010 avec le premier trimestre de 2009

Au T1/10, Canaccord Adams a inscrit des produits de 85,5 millions \$, soit 18,4 %, ou 19,3 millions \$, de moins qu'à la même période de l'exercice précédent, en raison de la faiblesse des marchés des capitaux mondiaux au Canada et au Royaume-Uni.

Produits tirés des activités au Canada

Au Canada, Canaccord Adams a généré des produits de 36,5 millions \$ au T1/10, en baisse de 13,2 %, ou 5,6 millions \$, par rapport au T1/09. La baisse des produits de cette région géographique a été en grande partie attribuable au recul global de l'activité sur les marchés des capitaux en Amérique du Nord depuis la deuxième moitié de l'exercice 2009. Les produits canadiens de Canaccord Adams de 36,5 millions \$ correspondent à 42,7 % (40,1 % au T1/09) du total des produits de Canaccord Adams.

Produits tirés des activités au Royaume-Uni et Autre établissement étranger

Les activités de Canaccord Adams au Royaume-Uni et en Europe englobent la prestation de services de ventes et opérations institutionnelles, de financement de sociétés et de recherche. Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux à l'extérieur du Canada, du Royaume-Uni et des États-Unis sont présentés au poste Autre établissement étranger, qui comprend les activités de Canaccord International Limited. Les produits de cette activité se sont élevés à 22,4 millions \$, en baisse de 41,5 %, ou 15,8 millions \$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, sous l'effet du ralentissement mondial à compter de la deuxième moitié de l'exercice 2009. Les produits tirés des activités au Royaume-Uni et Autre établissement étranger de 22,4 millions \$ représentent 26,1 % (36,4 % au T1/09) du total des produits de Canaccord Adams.

Produits tirés des activités aux États-Unis

Les activités aux États-Unis rendent compte des activités de Canaccord Adams Inc. sur les marchés des capitaux. Au premier trimestre de 2010, les produits générés par Canaccord Adams aux États-Unis se sont élevés à 26,7 millions \$ (24,6 millions \$ au T1/09), soit 31,2 % (23,4 % au T1/09) du total des produits de Canaccord Adams.

Charges

Les charges du T1/10 ont été de 69,1 millions \$, en baisse de 15,9 millions \$, ou 18,7 %. Cette baisse est essentiellement imputable à la diminution de la rémunération au rendement de 7,3 millions \$, ou 13,9 %, du fait du recul des produits fondés sur le rendement au cours du trimestre. Les charges de personnel pour le trimestre ont aussi glissé de 0,8 million \$, ou 19,4 %, en raison de la réduction du nombre d'employés par suite de la restructuration du personnel à l'exercice 2009. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits du trimestre a atteint 56,9 %, soit 2,7 points de pourcentage de plus que le pourcentage de 54,2 % du T1/09.

Les frais d'administration ont atteint 5,9 millions \$ au T1/10, en baisse de 6,2 millions \$ ou 51,1 %. Cette baisse s'explique principalement par la chute des frais de promotion et de déplacement et des honoraires professionnels. Les frais de promotion et de déplacement ont reculé de 4,4 millions \$, ou 68,1 %, sous l'effet des initiatives de réduction des coûts annoncées à l'exercice 2009 et des modifications apportées à la répartition des charges du compte de rémunération mises en œuvre au cours de l'exercice 2009. Les honoraires professionnels ont également glissé de 1,1 million \$, en raison des honoraires de consultation non récurrents engagés au T1/09 dans le cadre de la mise à niveau de l'infrastructure interne.

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices, exception faite des autres charges indirectes qui sont incluses dans les charges du secteur Non sectoriel et autres, pour le trimestre a été de 16,4 millions \$, en baisse de 3,4 millions \$, ou 17,2 %, en regard du même trimestre de l'exercice précédent. La baisse découle principalement du ralentissement économique mondial qui a commencé à la deuxième moitié de l'exercice 2009.

Services aux particuliers ¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASG et les ASA, qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers et les pourcentages)

	Trois mois terminés les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2009	2008	
Produits	40 185 \$	57 853 \$	(30,5)%
Charges directes			
Rémunération au rendement	18 643 \$	26 950 \$	(30,8)%
Charges de personnel	4 246	3 781	12,3 %
Autres charges indirectes	12 279	13 952	(12,0)%
Total des charges directes	35 168 \$	44 683 \$	(21,3)%
Produits moins les charges directes ²	5 017	13 170	(61,9)%
Actif sous gestion (ASG)	443	747	(40,7)%
Actif sous administration (ASA)	10 341	14 695	(29,6)%
Nombre d'équipes de conseillers	335	354	(5,4)%
Nombre d'employés	688	760	(9,5)%

1) Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, à l'exception des ASG, des ASA, du nombre d'équipes de conseillers et du nombre d'employés.

2) Les produits moins les charges directes ne tiennent pas compte des autres charges indirectes et des charges de rémunération qui sont comprises dans les charges du secteur Non sectoriel et autres, mais qui ne lui sont pas précisément attribuables.

Les produits tirés des Services aux particuliers proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les équipes de conseillers en financement de sociétés et en opérations mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

Comparaison du premier trimestre de 2010 avec le premier trimestre de 2009

Les Services aux particuliers ont inscrit des produits de 40,2 millions \$, soit 17,7 millions \$, ou 30,5 % de moins qu'au T1/09, en raison du ralentissement de l'activité de négociation. Les ASA ont diminué de 29,6 %, ou 4,4 milliards \$, en comparaison du T1/09, pour s'établir à 10,3 milliards \$, surtout du fait des valeurs marchandes plus basses. Les ASG ont reculé de 40,7 % en glissement annuel. À la fin du premier trimestre de l'exercice 2010, l'effectif comptait 335 équipes de conseillers, soit 19 de moins qu'au premier trimestre de l'exercice précédent. Les produits tirés des honoraires gagnés par Canaccord représentaient 13,8 % du total des honoraires des Services aux particuliers pour le T1/10, contre 15,7 % au T1/09.

Les charges du T1/10 ont été de 35,2 millions \$, en baisse de 9,5 millions \$, ou 21,3 %. Pour le trimestre considéré, c'est la charge de rémunération au rendement qui a connu la plus importante diminution, soit 30,8 %, ou 8,3 millions \$. Cette diminution correspond au recul des produits au cours de la période. Les charges de personnel ont augmenté de 12,3 %, en regard du T1/09, par suite des efforts continus visant à ajouter des ressources additionnelles dans ce secteur. De plus, les intérêts créditeurs ont chuté de 91,7 %, ou 2,7 millions \$, en raison de taux d'intérêt plus faibles.

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices, exception faite des charges indirectes comprises dans les charges du secteur Non sectoriel et autres, pour le trimestre a été de 5,0 millions \$, comparativement à 13,2 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent. Ce recul s'explique par la diminution des produits au T1/10 par rapport au T1/09, comme il a été mentionné ci-dessus.

Non sectoriel et autres ¹

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trois mois terminés les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2009	2008	
Produits	11 781 \$	10 062 \$	17,1 %
Charges directes			
Rémunération au rendement	4 589 \$	3 248 \$	41,3 %
Charges de personnel	6 152	7 439	(17,3)%
Autres charges indirectes	6 427	8 789	(26,9)%
Total des charges directes	17 168 \$	19 476 \$	(11,9)%
Produits moins les charges directes	(5 387)	(9 414)	(42,8)%
Nombre d'employés	347	393	(11,7)%

1) Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, sauf le nombre d'employés.

Le secteur administratif de Canaccord, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et les autres intérêts, les gains et les pertes de change ainsi que les charges qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Adams ou aux Services aux particuliers. Ce secteur comprend également les groupes de services d'exploitation et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Comparaison du premier trimestre de 2010 avec le premier trimestre de 2009

Les produits pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2009 se sont élevés à 11,8 millions \$, en hausse de 17,1 %, ou 1,7 million \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette variation s'explique principalement par l'augmentation de 3,9 millions \$ des gains de change par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable à la fluctuation des taux de change au cours de l'exercice et aux répercussions de celle-ci sur les débiteurs libellés en devises. Ces éléments ont été en partie annulés par la diminution des intérêts créditeurs attribuable à la chute des taux d'intérêt au trimestre considéré par rapport à il y a un an.

Les charges du T1/10 ont été de 17,2 millions \$, en baisse de 2,3 millions \$, ou 11,9 %. Les charges de personnel ont reculé de 17,3 %, ou 1,3 million \$, par suite de la restructuration du personnel à l'exercice 2009. Les frais d'administration ont également diminué de 1,2 million \$, ou 35,7 %, surtout du fait d'une réduction de 0,6 million \$ des frais de promotion et de déplacement et d'un glissement de 0,5 million \$ des frais de bureau.

Dans l'ensemble, la perte avant impôts sur les bénéfices s'est établie à 5,4 millions \$ au trimestre considéré, comparativement à une perte avant impôts sur les bénéfices de 9,4 millions \$ par rapport à la même période de l'exercice précédent.

SITUATION FINANCIÈRE

Certains postes du bilan ont enregistré les variations suivantes :

Actif

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont atteint 734,3 millions \$ au 30 juin 2009, contre 701,2 millions \$ au 31 mars 2009. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section «Situation de trésorerie et sources de financement» ci-après.

La valeur des titres détenus s'est établie à 169,0 millions \$ par rapport à 133,7 millions \$ au 31 mars 2009, ce qui s'explique surtout par une augmentation des actions et des débentures convertibles.

Les débiteurs totalisaient 1,2 milliard \$ au 30 juin 2009 contre 1,1 milliard \$ au 31 mars 2009.

Les autres actifs ont atteint 114,9 millions \$ comparativement à 126,1 millions \$ au 31 mars 2009, surtout du fait d'une baisse des impôts sur les bénéfices à recevoir et des impôts futurs.

Passif

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par Canaccord peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont directement liés aux opérations sur titres. Le 30 juin 2009, la dette bancaire de la Société s'établissait à 105,8 millions \$, en comparaison de 75,6 millions \$ le 31 mars 2009.

Les créiteurs se sont élevés à 1,6 milliard \$, contre 1,5 milliard \$ au 31 mars 2009, une hausse de 0,1 milliard \$ attribuable surtout à l'augmentation des montants à payer aux clients.

Les autres passifs ont totalisé 71,3 millions \$, comparativement à 104,4 millions \$ au 31 mars 2009, soit une baisse de 33,1 millions \$ découlant du remboursement de 10,0 millions \$ d'une dette subordonnée et de la diminution de 23,1 millions \$ des titres vendus à découvert.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Au 30 juin 2009, Canaccord disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada et aux États-Unis pour un total de 478,5 millions \$ (568,7 millions \$ au 31 mars 2009). Ces facilités de crédit, consistant en prêts remboursables à vue, en lettres de crédit et en facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres de clients non réglés ou des titres détenus par la Société. Au 30 juin 2009, la Société avait un solde impayé de 105,8 millions \$ (75,6 millions \$ au 31 mars 2009).

Une filiale de la Société a obtenu des lettres de crédit de soutien garanties irrévocables d'une institution financière d'un total de 2,6 millions \$ (2,3 millions \$ US) [2,9 millions \$ (2,3 millions \$ US) au 31 mars 2009] à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston, New York et San Francisco.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La structure de capital de Canaccord englobe le capital social, les bénéfices non répartis et le cumul des autres éléments du résultat étendu. La trésorerie et les équivalents de trésorerie de 734,3 millions \$, déduction faite de la dette bancaire de 105,8 millions \$, ont connu une hausse de 2,9 millions \$, passant de 625,6 millions \$ au 31 mars 2009 à 628,5 millions \$ au 30 juin 2009. Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2009, les activités de financement ont utilisé des fonds d'un montant de 13,1 millions \$. Les activités d'investissement ont généré des fonds d'un montant de 0,4 million \$ découlant du produit tiré du remboursement des billets de papier commercial adossé à des actifs (PCAA) restructurés, montant net. Les activités d'exploitation ont généré des fonds d'un montant de 11,4 millions \$, ces rentrées de fonds étant attribuables à l'augmentation du bénéfice net et des éléments sans effet sur la trésorerie. Une hausse de la trésorerie de 4,1 millions \$ a été attribuée à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie. Au total, la trésorerie, montant net, a progressé de 2,9 millions \$, en comparaison du 31 mars 2009.

Les activités de Canaccord nécessitent des capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation. La majeure partie des actifs à court terme figurant au bilan de Canaccord sont très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans la conjoncture du marché, la conjoncture économique et les perspectives de l'investisseur influent sur les prix du marché. Les débiteurs sont garantis par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et des agents et à payer à ceux-ci ont trait à des opérations ouvertes à court terme, qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre d'opérations qui peuvent être conclues sur demande en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Au cours de la période, les engagements de la Société, présentés à la note 17 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés au 31 mars 2009, n'ont pas fait l'objet de modifications importantes.

DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

	<i>Nombre d'actions en circulation au 30 juin</i>	
	<i>2009</i>	<i>2008</i>
Actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	49 118 377	50 068 905
Nombre d'actions émises et en circulation ²	55 233 820	54 590 583
Nombre d'actions émises et en circulation – dilué ³	57 244 652	57 465 952
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	48 165 290	47 518 618
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué	55 331 249	52 720 457

1) Exclut 2 863 284 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 3 252 159 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par la fiducie pour les avantages sociaux des employés dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT).

2) Comprend 2 863 284 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 3 252 159 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par la fiducie pour les avantages sociaux des employés dans le cadre du RILT.

3) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 2 010 832 actions.

Au 30 juin 2009, la Société avait 55 233 820 actions ordinaires émises et en circulation, soit 643 237 actions ordinaires de plus qu'au 30 juin 2008, en raison de l'émission d'actions dans le cadre des régimes de rémunération à base d'actions.

RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Options sur actions

La Société a attribué des options sur actions ordinaires de la Société à des administrateurs indépendants donnant à chacun la possibilité d'acheter jusqu'à concurrence de 350 000 actions ordinaires de la Société. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquièrent sur une période de quatre ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions est de 12,46 \$.

Régime d'intéressement à long terme (RILT)

En vertu du RILT, les unités d'actions temporairement incessibles (UATI) dont les droits s'acquièrent sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages sociaux des employés (la «fiducie») a été constituée et : a) la Société y versera des fonds qu'un fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'unité d'action temporairement incessible, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant.

CENTRES FINANCIERS INTERNATIONAUX

Canaccord est membre du International Financial Centre Vancouver et du Center financier international de Montréal, qui fournissent certains avantages financiers et fiscaux en vertu de la *International Financial Business (Tax Refund) Act* de la Colombie-Britannique et de la *Loi sur les centres financiers internationaux* du Québec. Ainsi, le taux d'imposition global de Canaccord est inférieur à celui qui s'appliquerait autrement.

CHANGE

Canaccord gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements en devises en attente. Les gains et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces opérations sont constatés dans les résultats au cours de l'exercice. Le 30 juin 2009, les contrats à terme en circulation pour vendre des dollars américains avaient un notionnel de 6,0 millions \$ US, une baisse de 12,0 millions \$ US par rapport au même trimestre l'an dernier. Les contrats à terme en cours visant l'achat des dollars américains avaient un notionnel de 3,0 millions \$ US, une baisse de 10,25 millions \$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La juste valeur de ces contrats était minime. Certaines des opérations de Canaccord à Londres, en Angleterre, sont libellées en livres sterling; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces opérations est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de l'opération sont habituellement libellés en livres sterling.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les opérations sur titres effectuées pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Canaccord sont menées selon les mêmes modalités que celles utilisées pour le compte de tous les clients. Les produits tirés des commissions sur le total de ces opérations ne sont pas importants par rapport à ceux provenant de l'ensemble des activités de Canaccord.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

La présente section est un sommaire des estimations comptables critiques de Canaccord. Les conventions comptables de Canaccord sont conformes aux PCGR du Canada et sont présentées à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés. Les conventions comptables décrites ci-dessous requièrent des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants des actifs, des passifs, des produits et des charges comptabilisés aux états financiers. En raison de leur nature, les estimations nécessitent l'exercice du jugement fondé sur l'information disponible. Les résultats ou montants réels pourraient différer des estimations, et cette différence pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers.

Constatation des produits et évaluation des titres

Les titres détenus et vendus à découvert, y compris les options sur actions et les bons de souscription d'achat d'actions, sont classés comme étant détenus à des fins de transaction conformément aux recommandations du chapitre 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* («ICCA»), et sont comptabilisés à la juste valeur, les gains et les pertes latents étant constatés dans le bénéfice net. En ce qui a trait aux titres cotés, la juste valeur est déterminée selon les prix du marché obtenus de sources indépendantes, comme les cours du marché ou les prix de courtiers. Des ajustements sont apportés aux prix du marché au titre de la liquidité compte tenu de l'importance de la position, des périodes de détention et d'autres restrictions de revente, le cas échéant. Les placements dans des titres non cotés ou non liquides classés comme détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur calculée selon un modèle d'évaluation. L'estimation des facteurs qui peuvent influencer sur la valeur et l'estimation des valeurs en général comporte inévitablement un degré d'incertitude et d'imprécision. L'importance des écarts entre les estimations et les résultats réels aura une incidence sur le montant des bénéfices ou des pertes comptabilisés pour une position particulière au cours d'une période donnée. Comme le portefeuille de titres de Canaccord se compose principalement de titres cotés, à l'exception des indications ci-après, et étant donné nos procédures d'obtention de cours du marché auprès de sources indépendantes, la validation des estimations au moyen du règlement réel d'opérations et l'application uniforme de notre stratégie d'une période à l'autre, nous croyons que les estimations des justes valeurs comptabilisées sont raisonnables.

Papier commercial adossé à des actifs

Une grande incertitude entoure l'estimation du montant et de l'échéance des flux de trésorerie du PCAA détenu par la Société. La Société estime la juste valeur du PCAA en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus selon une approche fondée sur des pondérations probabilistiques et selon les meilleures données disponibles. Étant donné que la juste valeur du PCAA est basée sur l'évaluation par la Société des conditions actuelles, les montants présentés peuvent varier considérablement dans les périodes subséquentes. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 7 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés.

Provisions

Canaccord comptabilise des provisions pour les litiges en cours ou en attente et pour les créances douteuses liées aux débiteurs, aux prêts, aux avances et autres créances. Les provisions relatives aux litiges sont établies selon le jugement de la direction en consultation avec le conseiller juridique, en tenant compte de divers facteurs comme le montant de la réclamation, la possibilité de méfaits de la part d'un employé de Canaccord et les antécédents. Habituellement, les débiteurs sont garantis par des titres et, en conséquence, toute réduction de valeur est en général évaluée après avoir tenu compte de la valeur marchande d'une garantie.

Les provisions relatives à d'autres créances douteuses sont habituellement fondées sur l'évaluation par la direction de la probabilité du recouvrement et du montant recouvrable. Les provisions sont aussi comptabilisées à l'aide de facteurs d'actualisation relativement à la participation d'un consortium.

Impôts

Pour établir les montants des passifs d'impôts, la direction doit formuler des estimations et exercer son jugement en ce qui a trait au résultat final de la production des déclarations de revenus et des cotisations. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Canaccord exerce ses activités dans différents pays de domiciliation fiscale et y est assujettie à l'impôt. La production des déclarations de revenus peut comporter des questions complexes dont le règlement peut nécessiter beaucoup de temps s'il y a un différend ou un redressement par les administrations fiscales. Les normes comptables exigent qu'une provision pour moins-valeur soit constituée lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la totalité ou qu'une tranche d'un actif d'impôts futurs ne sera pas réalisée avant son échéance. Bien que la réalisation ne soit pas garantie, Canaccord est d'avis que selon la totalité des éléments probants, il est plus probable qu'improbable que la totalité des actifs d'impôts futurs, déduction faite de la provision pour moins-valeur, sera réalisée. Canaccord croit que des provisions pour impôts sur les bénéfices adéquates ont été comptabilisées pour tous les exercices.

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

La Société consolide les entités à détenteurs de droits variables (EDDV) conformément aux directives de la note d'orientation concernant la comptabilité 15 (NOC-15), *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables*, de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). La NOC-15 définit une EDDV comme une entité dont les investissements en instruments de capitaux propres à risque ne sont pas suffisants pour lui permettre de financer ses activités sans un soutien financier subordonné additionnel ou dont les détenteurs des investissements en instruments de capitaux propres à risque ne réunissent pas les caractéristiques d'une participation financière conférant le contrôle. L'entreprise qui consolide une EDDV est appelée le principal bénéficiaire de cette dernière. Une entreprise doit consolider une EDDV lorsqu'elle détient un droit variable qui l'amènera à assumer la majorité des pertes prévues de l'entité ou à recevoir la majorité des rendements résiduels prévus de l'entité.

La Société a constitué un fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés afin de remplir ses obligations envers ses employés, qui découlent du régime de rémunération à base d'actions. Le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés a été consolidé conformément à la NOC-15, puisqu'il satisfait à la définition d'une EDDV et que la Société est le principal bénéficiaire du fonds de fiducie.

Régimes de rémunération à base d'actions

La rémunération à base d'actions correspond aux coûts liés aux attributions à base d'actions octroyées aux employés. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour comptabiliser ces attributions. Selon cette méthode, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution et comptabilise les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Si l'acquisition des droits dépend également de critères de rendement, les coûts sont comptabilisés sur la période d'acquisition des droits en fonction du taux d'atteinte des critères de rendement (déduction faite des taux d'extinction estimatifs). Sinon, les coûts sont comptabilisés de façon graduelle. Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

PRISES DE POSITION COMPTABLES RÉCENTES

Regroupements d'entreprises et états financiers consolidés

En janvier 2009, l'ICCA a publié une nouvelle norme comptable, soit le chapitre 1582 du *Manuel de l'ICCA*, «Regroupements d'entreprises», en remplacement de l'ancien chapitre 1581, «Regroupements d'entreprises». Cette norme vise à harmoniser les lignes directrices canadiennes avec la Norme internationale d'information financière (IFRS) 3, *Regroupements d'entreprises*. Cette norme exige davantage le recours aux évaluations à la juste valeur, établit des lignes directrices sur la constatation et l'évaluation des écarts d'acquisition acquis dans le cadre du regroupement d'entreprises ainsi que des coûts de transaction devant être passés en charges, et exige la présentation de nouvelles informations dans les états financiers. Cette norme doit être appliquée prospectivement aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition est le 1^{er} avril 2011 ou après cette date.

De plus, l'ICCA a publié le chapitre 1601 du *Manuel de l'ICCA*, «États financiers consolidés», et le chapitre 1602, «Participations sans contrôle», qui remplacent le chapitre 1600, «États financiers consolidés». Le chapitre 1601 du *Manuel de l'ICCA* reprend les lignes directrices du chapitre 1600, sauf en ce qui concerne les normes relatives à la comptabilisation des participations sans contrôle, qui font l'objet d'un chapitre distinct, soit le chapitre 1602. Le chapitre 1602 vise à harmoniser les normes canadiennes avec la norme International Accounting Standard 27 révisée, *États financiers consolidés et individuels*. Cette norme canadienne établit les lignes directrices relatives à la comptabilisation d'une participation sans contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés par suite d'un regroupement d'entreprises. La Société devra se conformer à ces deux normes à compter du 1^{er} avril 2011.

L'adoption anticipée de ces normes avant le 1^{er} avril 2011 est permise, mais les trois normes doivent être adoptées en même temps. L'incidence de l'adoption de ces normes est en cours d'évaluation.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

Le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé que l'utilisation des IFRS serait exigée à compter de 2011 pour les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes. Les IFRS remplaceront les PCGR du Canada auxquels se conforme actuellement la Société. L'adoption de ces normes vise à améliorer la comparaison de l'information financière entre les pays et la transparence. La Société sera tenue de commencer à présenter ses informations financières selon les IFRS pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 et devra fournir les informations selon les IFRS pour les périodes correspondantes présentées.

La Société est actuellement en train d'évaluer l'incidence potentielle des IFRS sur ses états financiers consolidés. Il s'agit d'un processus permanent car le Conseil des normes comptables internationales (CNCI) et le CNC continuent d'émettre de nouvelles normes et recommandations. Le rendement financier et la situation financière consolidés de la Société présentés dans les états financiers actuels selon les PCGR du Canada peuvent différer de manière importante lorsqu'ils sont présentés conformément aux IFRS. Certaines différences importantes relevées entre les IFRS et les PCGR du Canada peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

MODIFICATION DE CONVENTIONS COMPTABLES

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

L'ICCA a publié une nouvelle norme comptable, soit le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, «Écarts d'acquisition et actifs incorporels», qui précise les critères pour la comptabilisation des dépenses à titre d'actifs incorporels et donne des directives supplémentaires à l'égard de la comptabilisation et de l'évaluation de la survalueur et des actifs incorporels générés à l'interne. La Société a adopté le chapitre 3064 en date du 1^{er} avril 2009. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers de la Société.

PAPIER COMMERCIAL ADOSSÉ À DES ACTIFS

En raison de problèmes de liquidités dans le marché du PCAA, le PCAA n'a pas été négocié sur un marché actif depuis la mi-août 2007. Le 17 mars 2008, le Comité pancanadien des investisseurs dans le PCAA (le Comité) a déposé auprès de la Cour supérieure de l'Ontario (la cour) une procédure visant un plan de transaction et d'arrangement (le plan) en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada) (LACC). La cour a publié l'ordonnance finale du processus de restructuration du PCAA le 12 janvier 2009, et la restructuration a été conclue le 21 janvier 2009. Les deux premiers versements d'intérêts (au 31 août 2008) ont été effectués au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2009 et un autre paiement final est prévu, ainsi que le remboursement des frais de restructuration en vertu du programme de secours de Canaccord. Les frais de restructuration déjà engagés, de même qu'une provision pour frais de restructuration supplémentaires, ont été déduits des montants de ces versements d'intérêts.

Comme les billets de PCAA restructurés n'ont pas été négociés sur un marché actif depuis le 21 janvier 2009, il n'y a pas de valeur à la cote significative disponible. Une grande incertitude entoure l'estimation du montant et de l'échéance des flux de trésorerie du PCAA. La Société estime la juste valeur du PCAA qu'elle détient en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus selon une approche fondée sur des pondérations probabilistes et selon les meilleures données disponibles au 30 juin 2009.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Contrôles et procédures de communication de l'information

D'après une évaluation effectuée en date du 31 mars 2009, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces, selon le Règlement 52-109. Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2009, il n'y a eu aucun changement qui ait influé de façon notable, ou qui risque d'influer de façon notable, sur les contrôles et procédures de communication de l'information de Canaccord.

Changements dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Une évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société a été effectuée en date du 31 mars 2009. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que notre contrôle interne à l'égard de l'information financière était conçu et fonctionnait efficacement, selon le Règlement 52-109, et qu'il n'y avait aucune lacune importante. Il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière effectué au cours du trimestre terminé le 30 juin 2009 qui ait influé de façon notable, ou qui risque d'influer de façon notable, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Canaccord.

POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVIDENDES

Les dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes seront tributaires de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de Canaccord, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

DÉCLARATION DE DIVIDENDES

Le 5 août 2009, le conseil d'administration a examiné la politique relative aux dividendes de la Société dans le contexte du marché et de ses activités, et a approuvé la suspension continue du dividende trimestriel de Canaccord pour le trimestre considéré. Cette mesure a été prise afin de permettre à Canaccord de protéger son fonds de roulement et sa valeur comptable, de même que de se positionner de façon à tirer profit des occasions de croissance qui pourraient se présenter.

INFORMATIONS TRIMESTRIELLES HISTORIQUES

Les produits de Canaccord tirés d'une opération de prise ferme ne sont comptabilisés que lorsque l'opération est conclue. Par conséquent, la date de constatation des produits peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Canaccord. La structure des charges des activités de Canaccord est axée sur la prestation de services et de couverture dans le contexte actuel du marché. Si l'activité générale des marchés des capitaux ralentissait considérablement, Canaccord pourrait subir des pertes.

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les neuf trimestres les plus récents qui se sont terminés le 30 juin 2009. Ces informations ne sont pas vérifiées, mais elles reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2010		Exercice 2009				Exercice 2008			
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	
Produits										
Canaccord Adams	85 497 \$	64 972 \$	49 250 \$	58 336 \$	104 793 \$	77 965 \$	109 583 \$	89 071 \$	155 023 \$	
Services aux particuliers	40 185	37 255	33 532	43 844	57 853	54 463	61 166	57 415	76 083	
Non sectoriel et autres	11 781	4 769	4 406	8 649	10 062	11 018	12 605	12 383	14 764	
Total des produits	137 463 \$	106 996 \$	87 188 \$	110 829 \$	172 708 \$	143 446 \$	183 354 \$	158 869 \$	245 870 \$	
Bénéfice net	9 112	3 666	(62 378)	(5 398)	16 459	(35 154)	15 048	12 411	39 029	
RPA – de base	0,19 \$	0,07 \$	(1,27)\$	(0,11)\$	0,35 \$	(0,80)\$	0,34 \$	0,28 \$	0,86 \$	
RPA – dilué	0,16 \$	0,07 \$	(1,27)\$	(0,11)\$	0,31 \$	(0,80)\$	0,31 \$	0,26 \$	0,80 \$	

RISQUES

Le secteur des valeurs mobilières et les activités de Canaccord sont, de par leur nature, assujettis à de nombreux risques inhérents. La situation économique, la concurrence et les facteurs du marché, comme la volatilité des marchés canadiens et internationaux, les taux d'intérêt, le prix des marchandises, les cours du marché, les volumes de négociation et la liquidité auront une incidence importante sur la rentabilité de Canaccord. Un placement dans des actions ordinaires de Canaccord comporte de nombreux risques, dont certains, y compris le risque de marché, le risque d'illiquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque lié à la réglementation et le risque juridique, pourraient être importants et sont inhérents aux activités de Canaccord. Canaccord est également directement

exposée au risque de prix du marché, au risque d'illiquidité et au risque de volatilité en raison de ses activités de négociation de titres de participation comme contrepartiste, et au risque de taux d'intérêt du fait de ses activités de négociation de titres à revenu fixe comme contrepartiste. Les produits tirés des Services aux particuliers sont liés aux volumes de négociation et, à ce titre, à l'importance de l'activité sur les marchés et au degré de confiance des investisseurs. Les produits de Canaccord Adams dépendent de l'activité de financement par les entités émettrices et à la volonté des clients institutionnels de négocier des opérations sur les marchés des capitaux et d'y participer activement. Il peut également exister un écart entre les fluctuations du marché, l'évolution de la conjoncture et le niveau d'activité de Canaccord sur le marché, et l'incidence que ces facteurs ont sur les résultats d'exploitation et la situation financière de Canaccord. Le cadre de la gestion du capital mis en place par la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui : respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société, fixés par leurs organismes de réglementation respectifs, permet de financer les activités actuelles et futures, permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance, et favorisent la création de valeur pour les actionnaires. Certaines filiales de la Société sont assujetties à des organismes de réglementation lesquels sont énumérés à la note 16 des états financiers consolidés annuels vérifiés au 31 mars 2009.

INFORMATION ADDITIONNELLE

Un rapport détaillé sur nos activités, nos stratégies, nos objectifs et nos risques figure dans la notice annuelle et le rapport de gestion, y compris les états financiers consolidés annuels vérifiés, qui se trouvent dans le rapport annuel de 2009 de Canaccord, et qui sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse canaccord.com/investor, et sur SEDAR, à l'adresse sedar.com.

BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

<i>Aux (en milliers de dollars)</i>	<i>30 juin 2009</i>	<i>31 mars 2009</i>
ACTIF		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	734 268 \$	701 173 \$
Titres détenus [note 3]	169 030	133 691
Débiteurs [notes 5 et 11]	1 166 610	1 061 161
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	17 740	23 771
Impôts futurs	13 358	15 680
Total de l'actif à court terme	2 101 006	1 935 476
Placement	5 000	5 000
Placement dans des titres de papier commercial adossé à des actifs [note 6]	34 418	35 312
Matériel et améliorations locatives	44 366	46 311
	<u>2 184 790 \$</u>	<u>2 022 099 \$</u>
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Dette bancaire	105 788 \$	75 600 \$
Titres vendus à découvert [note 3]	56 318	79 426
Créditeurs et charges à payer [notes 5 et 11]	1 622 288	1 469 369
Dette subordonnée [note 8]	15 000	25 000
Total du passif à court terme	1 799 394	1 649 395
Engagements et éventualités [note 13]		
Capitaux propres		
Actions ordinaires [note 9]	185 068	183 619
Surplus d'apport [note 9]	46 230	44 383
Bénéfices non répartis	169 980	160 868
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(15 882)	(16 166)
Total des capitaux propres	385 396	372 704
	<u>2 184 790 \$</u>	<u>2 022 099 \$</u>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Pour les périodes de trois mois terminées les	
	30 juin 2009	30 juin 2008
PRODUITS		
Commissions	55 456 \$	71 996 \$
Financement de sociétés	55 886	76 147
Négociation à titre de contrepartiste	11 470	5 911
Intérêts	3 476	12 329
Divers	11 175	6 325
	<u>137 463</u>	<u>172 708</u>
CHARGES		
Rémunération au rendement	68 463	82 727
Charges de personnel	13 802	15 443
Frais de négociation	7 324	6 321
Locaux et matériel	5 882	5 785
Communications et technologie	5 489	6 163
Intérêts	845	3 959
Frais d'administration	11 888	19 277
Amortissement	1 921	2 042
Frais de développement	5 854	7 462
	<u>121 468</u>	<u>149 179</u>
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	15 995	23 529
Impôts sur les bénéfices (à recouvrer) [note 7]		
Exigibles	4 561	(11 550)
Futurs	2 322	18 620
	<u>6 883</u>	<u>7 070</u>
Bénéfice net de la période	<u>9 112 \$</u>	<u>16 459 \$</u>
Résultat de base par action [note 9 iv]]	0,19 \$	0,35 \$
Résultat dilué par action [note 9 iv]]	0,16 \$	0,31 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

<i>(en milliers de dollars)</i>	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>	
	<i>30 juin 2009</i>	<i>30 juin 2008</i>
Bénéfice net de la période	9 112 \$	16 459 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts et des taxes		
Variation nette des gains latents (pertes latentes) à la conversion des comptes des établissements étrangers autonomes	284	(430)
Résultat étendu de la période	9 396 \$	16 029 \$

ÉTATS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

<i>Aux 30 juin 2009 et 2008 et pour les périodes terminées à ces dates (en milliers de dollars)</i>	<i>30 juin 2009</i>	<i>30 juin 2008</i>
Actions ordinaires au début de l'exercice	183 619 \$	111 142 \$
Actions émises	1 629	67 952
Actions détenues en trésorerie	—	(221)
Actions annulées	—	—
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme [note 10]	(4 461)	(790)
Libération d'actions ordinaires dont les droits sont acquis, achetées par le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés [note 10]	4 486	3 125
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(205)	(1 416)
Actions ordinaires à la fin de la période	185 068	179 792
Surplus d'apport au début de la période	44 383	34 024
Excédent au rachat d'actions ordinaires	—	(170)
Rémunération à base d'actions [note 10]	296	2 790
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	1 551	1 983
Surplus d'apport à la fin de la période	46 230	38 627
Bénéfices non répartis au début de la période	160 868	222 597
Bénéfice net de la période	9 112	16 459
Dividendes	—	(6 824)
Bénéfices non répartis à la fin de la période	169 980	232 232
Cumul des autres éléments du résultat étendu au début de la période	(16 166)	(10 319)
Autres éléments du résultat étendu pour la période	284	(430)
Cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin de la période	(15 882)	(10 749)
Capitaux propres	385 396 \$	439 902 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

(en milliers de dollars)	Pour les périodes de trois mois terminées les	
	30 juin 2009	30 juin 2008
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net de la période	9 112 \$	16 459 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	1 921	2 042
Charge de rémunération à base d'actions	5 268	6 308
Charge d'impôts futurs	2 322	18 620
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Augmentation des titres détenus	(34 789)	(24 215)
Augmentation des débiteurs	(95 038)	(102 446)
Diminution (augmentation) des impôts sur les bénéfices à recevoir	3 732	(8 798)
(Diminution) augmentation des titres vendus à découvert	(23 322)	18 451
Augmentation des créditeurs et charges à payer	142 230	143 820
Flux de trésorerie d'exploitation	11 436	70 241
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement d'une dette subordonnée	(10 000)	—
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme	(4 461)	(790)
Diminution (augmentation) des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	1 346	567
Émission d'actions au comptant, déduction faite des frais d'émission	—	66 462
Acquisition d'actions détenues en trésorerie	—	(391)
Flux de trésorerie de financement	(13 115)	65 848
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Cession (achat) de matériel et améliorations locatives	(452)	(670)
Produit tiré du remboursement d'un placement dans des titres de PCAA, montant net	894	—
Flux de trésorerie d'investissement	442	(670)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie	4 144	(1 013)
Augmentation de la situation de trésorerie	2 907	134 406
Situation de trésorerie au début de la période	625 573	420 611
Situation de trésorerie à la fin de la période	628 480 \$	555 017 \$
La situation de trésorerie comprend les éléments suivants :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	734 268 \$	555 017 \$
Dette bancaire	105 788	—
	628 480 \$	555 017 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie		
Intérêts payés	791 \$	3 923 \$
Impôts sur les bénéfices payés	824	553

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2009 (en milliers de dollars, sauf les montants par action)

Par l'entremise de ses principales filiales, Canaccord Capital Inc. (la Société), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et aux États-Unis. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les Marchés des capitaux et les Services aux particuliers. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à sa clientèle composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Les activités de la Société sont cycliques, et les produits et le bénéfice connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les activités de la Société sont touchées par la situation générale sur les marchés des actions nord-américains et européens, y compris les variations saisonnières.

I. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Mode de présentation et périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés par la Société selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada se rapportant aux états financiers intermédiaires, appliqués de manière uniforme. Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés sont fondés sur les mêmes conventions comptables et méthodes d'application que celles énoncées à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés de la Société au 31 mars 2009 et pour l'exercice terminé à cette date déposés dans SEDAR le 26 mai 2009 (les états financiers consolidés annuels vérifiés), à l'exception des modifications de conventions comptables qui figurent à la note 2. Par conséquent, ils ne comprennent pas tous les renseignements et toutes les notes exigés aux fins de la conformité aux PCGR du Canada pour les états financiers annuels. Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés.

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et des notes y afférentes exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants constatés. De l'avis de la direction, les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés reflètent tous les rajustements nécessaires pour présenter de manière fidèle les résultats des périodes présentées. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, et les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires présentées ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats auxquels on pourrait s'attendre pour l'exercice entier.

Prises de position comptables récentes

Regroupements d'entreprises et états financiers consolidés

En janvier 2009, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié une nouvelle norme comptable, soit le chapitre 1582 du *Manuel de l'ICCA*, «Regroupements d'entreprises», en remplacement de l'ancien chapitre 1581, «Regroupements d'entreprises». Cette norme vise à harmoniser les lignes directrices canadiennes avec la Norme internationale d'information financière (IFRS) 3, *Regroupements d'entreprises*. Cette norme exige davantage le recours aux évaluations à la juste valeur, établit des lignes directrices sur la constatation et l'évaluation des écarts d'acquisition acquis dans le cadre du regroupement d'entreprises et les coûts de transaction devant être passés en charges, et exige la présentation de nouvelles informations dans les états financiers. Cette norme doit être appliquée prospectivement aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition est le 1^{er} avril 2011 ou après cette date.

De plus, l'ICCA a publié le chapitre 1601 du *Manuel de l'ICCA*, «États financiers consolidés», et le chapitre 1602, «Participations sans contrôle», qui remplacent le chapitre 1600, «États financiers consolidés». Le chapitre 1601 du *Manuel de l'ICCA* reprend les lignes directrices du chapitre 1600, sauf en ce qui concerne les normes relatives à la comptabilisation des participations sans contrôle, qui font l'objet d'un chapitre distinct, soit le chapitre 1602. Le chapitre 1602 vise essentiellement à harmoniser les normes canadiennes avec la norme International Accounting Standard 27 révisée, *États financiers consolidés et individuels*. Cette norme canadienne établit les lignes directrices relatives à la comptabilisation d'une participation sans contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés par suite d'un regroupement d'entreprises. La Société devra se conformer à ces deux normes à compter du 1^{er} avril 2011.

L'adoption anticipée de ces normes avant le 1^{er} avril 2011 est permise, mais les trois normes doivent être adoptées en même temps. L'incidence de l'adoption de ces normes est en cours d'évaluation.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

Le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé que l'utilisation des IFRS serait exigée à compter de 2011 pour les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes. Les IFRS remplaceront les PCGR du Canada auxquels se conforme actuellement la Société. L'adoption de ces normes vise à améliorer la comparaison de l'information financière entre les pays et la transparence. La Société sera tenue de commencer à présenter ses informations financières selon les IFRS pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 et devra fournir les informations selon les IFRS pour les périodes correspondantes présentées.

La Société est actuellement en train d'évaluer l'incidence potentielle des IFRS sur ses états financiers consolidés. Il s'agit d'un processus permanent car le Conseil des normes comptables internationales (CNCI) et le CNC continuent d'émettre de nouvelles normes et recommandations. Le rendement financier et la situation financière consolidés de la Société présentés dans les états financiers actuels selon les PCGR du Canada peuvent différer de manière importante lorsqu'ils sont présentés conformément aux IFRS. Certaines différences importantes relevées entre les IFRS et les PCGR du Canada peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

2. MODIFICATION DE CONVENTIONS COMPTABLES**Écarts d'acquisition et actifs incorporels**

L'ICCA a publié une nouvelle norme comptable, soit le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, «Écarts d'acquisition et actifs incorporels», qui précise les critères pour la comptabilisation des dépenses à titre d'actifs incorporels et donne des directives supplémentaires à l'égard de la comptabilisation et de l'évaluation de la survaleur et des actifs incorporels générés en interne. La Société a adopté le chapitre 3064 en date du 1^{er} avril 2009. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés.

3. TITRES DÉTENUS ET TITRES VENDUS À DÉCOUVERT

	30 juin 2009		31 mars 2009	
	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	45 879 \$	27 965 \$	86 069 \$	72 315 \$
Actions et débiteures convertibles	123 151	28 353	47 622	7 111
	169 030 \$	56 318 \$	133 691 \$	79 426 \$

Au 30 juin 2009, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2009 à 2049 (de 2009 à 2049 au 31 mars 2009) et portaient intérêt à des taux allant de 2,75 % à 11,00 % (de 3,00 % à 10,75 % au 31 mars 2009).

4. INSTRUMENTS FINANCIERS

Au cours de la période, les risques associés aux instruments financiers de la Société, présentés à la note 4 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés au 31 mars 2009, n'ont pas changé de façon importante. Des informations additionnelles au sujet des évaluations à la juste valeur des instruments financiers, tel qu'il est exigé par les nouvelles modifications apportées au chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, sont fournies ci-dessous.

Une hiérarchie des justes valeurs qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations à la juste valeur de divers instruments financiers est présentée ci-dessous. La hiérarchie se compose des niveaux suivants : le niveau 1 fait appel à des données fondées sur le prix coté; le niveau 2, à des données observables autres que le prix coté; et le niveau 3, à des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

	Valeur comptable		Juste valeur estimative		
	30 juin 2009	31 mars 2009	Niveau 1	30 juin 2009 Niveau 2	Niveau 3
Détenus à des fins de transaction					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	734 268 \$	701 173 \$	734 268 \$	— \$	— \$
Titres détenus, déduction faite des titres vendus à découvert	112 712	54 265	111 583	1 129	—
Placement dans des titres de PCAA [note 6]	34 418	35 312	—	—	34 418
Actifs financiers disponibles à la vente					
Placement ¹	5 000	5 000	s.o.	s.o.	s.o.
Autres passifs financiers					
Dette subordonnée	15 000	25 000	15 000	—	—

1) Le placement est classé comme disponible à la vente et comptabilisé au coût puisque le cours de marché n'est pas disponible. La juste valeur estimative du placement ne peut être établie de manière fiable; par conséquent, elle n'est pas présentée dans le tableau ci-dessus.

2) La juste valeur de la dette bancaire, des débiteurs et des crédateurs et charges à payer de la Société se rapproche de leur valeur comptable, en raison de leur échéance rapprochée.

5. DÉBITEURS ET CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER**Débiteurs**

	30 juin 2009	31 mars 2009
Courtiers en valeurs mobilières	301 836 \$	331 930 \$
Clients	417 439	288 877
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	403 000	397 011
Autres	44 335	43 343
	1 166 610 \$	1 061 161 \$

Créditeurs et charges à payer

	30 juin 2009	31 mars 2009
Courtiers en valeurs mobilières	393 931 \$	419 437 \$
Clients	1 047 365	923 902
Autres	180 992	126 030
	<u>1 622 288 \$</u>	<u>1 469 369 \$</u>

Les crédateurs comprennent une somme de 403,0 millions \$ (397,0 millions \$ au 31 mars 2009) due à des clients pour des soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie.

Les achats de titres des clients se font au comptant ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Le montant des prêts à un client est limité par les règlements sur les marges de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) et d'autres organismes de réglementation, et est soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les sommes à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de l'opération de négociation. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les sommes dues aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 5,25 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 30 juin 2009, et respectivement de 5,50 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,20 % au 31 mars 2009).

6. PLACEMENT DANS DES TITRES DE PAPIER COMMERCIAL ADOSSÉ À DES ACTIFS

	30 juin 2009	31 mars 2009
Placement dans des titres de papier commercial adossé à des actifs	34 418 \$	35 312 \$

En raison de problèmes de liquidités dans le marché du papier commercial adossé à des actifs (PCAA), le PCAA n'a pas été négocié sur un marché actif depuis la mi-août 2007. En janvier 2009, la Société a reçu des billets de PCAA restructurés par suite de la publication de l'ordonnance finale par la Cour supérieure de l'Ontario dans le cadre d'un plan d'arrangement en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada) (le plan). Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2009, il n'y a eu aucun changement important apporté au traitement comptable du placement dans des titres de PCAA. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 7 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés du 31 mars 2009 déposés dans SEDAR le 26 mai 2009.

Dans sa version modifiée, le plan prévoyait une décharge déclaratoire qui est entrée en vigueur au moment de la mise en œuvre du plan et qui, au moment de la clôture du programme de secours de Canaccord, s'est traduite par l'abandon de toute réclamation existante ou à venir contre la Société.

Rien ne garantit que la validité ou l'efficacité de la décharge déclaratoire ne sera pas contestée dans le cadre de poursuites entamées contre la Société et des tiers. Si la décharge déclaratoire est considérée comme non valide ou inefficace, cela pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Comme les billets de PCAA restructurés n'ont pas été négociés sur un marché actif depuis le 21 janvier 2009, il n'y a pas de valeur à la cote significative disponible. Une grande incertitude entoure l'estimation du montant et de l'échéance des flux de trésorerie du PCAA. La Société estime la juste valeur du PCAA qu'elle détient en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus selon une approche fondée sur des pondérations probabilistiques et selon les meilleures données disponibles à la date du bilan.

Les hypothèses utilisées dans le cadre du modèle d'évaluation comprennent :

	30 juin 2009	31 mars 2009
Taux d'intérêt moyen pondéré	5,00 %	4,72 %
Taux d'actualisation moyen pondéré	6,79 %	6,83 %
Échéance des billets	de 8 ans à 19 ans	de 8 ans à 19 ans
Mauvaises créances	de 25 % à 100 %	de 25 % à 100 %

Au cours de la période terminée le 30 juin 2009, l'émetteur a racheté certains billets de PCAA restructurés détenus par de la Société dont la juste valeur s'établissait à 1,7 million \$ et celle-ci a reçu des billets de PCAA restructurés dont la juste valeur totalisait 0,8 million \$ dans le cadre du programme de secours à l'intention des clients. Il n'y a eu aucun ajustement à la juste valeur du placement dans des titres de PCAA au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2009.

7. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôts sur les bénéfices de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux fédéral et provincial ou le taux de l'État combiné d'imposition du fait des éléments qui suivent :

	<i>30 juin</i> <i>2009</i>	<i>30 juin</i> <i>2008</i>
Impôts sur les bénéfices au taux prévu par la loi	4 673	7 368
Moins : recouvrement d'impôts provinciaux en vertu du International Financial Business Tax Refund Program	—	—
Moins : différence des taux d'imposition des juridictions étrangères	(124)	(647)
Éléments non déductibles influant sur le calcul du revenu imposable	324	341
Variation de l'actif d'impôts futurs – période de résorption des écarts temporaires	1 293	8
Variation de l'estimation des valeurs comptables et fiscales	717	—
Charge d'impôts sur les bénéfices – exigibles et futurs	6 883 \$	7 070 \$

8. DETTE SUBORDONNÉE

	<i>30 juin</i> <i>2009</i>	<i>31 mars</i> <i>2009</i>
Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel majoré de 4 % par année, remboursable à vue	15 000 \$	25 000 \$

L'emprunt est assujéti à un contrat de subordination et peut être remboursé uniquement avec l'autorisation préalable de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières.

9. CAPITAL SOCIAL

	<i>30 juin</i> <i>2009</i>	<i>31 mars</i> <i>2009</i>
Capital social		
Actions ordinaires	251 047 \$	249 418 \$
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(31 116)	(30 911)
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme [note 10]	(34 863)	(34 888)
	185 068 \$	183 619 \$

Le capital social de Canaccord Capital Inc. se compose de ce qui suit :

i] Autorisé

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

Nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale

ii] Émis et entièrement libéré

Actions ordinaires

	<i>Nombre</i> <i>d'actions</i>	<i>Montant</i>
Solde au 30 juin 2008	54 590 583	241 751 \$
Actions émises dans le cadre du régime de rémunération à base d'actions [note 10]	827 333	9 128
Actions annulées	(325 072)	(1 461)
Solde au 31 mars 2009	55 092 844	249 418
Actions émises dans le cadre du régime de rémunération à base d'actions [note 10]	140 976	1 629
Solde au 30 juin 2009	55 233 820	251 047 \$

iii] Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires

La Société offre aux employés des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires. Le solde des droits non acquis des prêts-subventions est présenté en réduction du capital social. Les prêts-subventions sont amortis sur la période d'acquisition des droits pouvant atteindre jusqu'à cinq ans. La différence entre les valeurs non acquises et non amorties est incluse dans le surplus d'apport.

iv] Résultat par action

	Pour les périodes de trois mois terminées les	
	30 juin 2009	30 juin 2008
Résultat de base par action		
Bénéfice net de la période	9 112 \$	16 459 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	48 165 290	47 518 618
Résultat de base par action	0,19 \$	0,35 \$
Résultat dilué par action		
Bénéfice net de la période	9 112 \$	16 459 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	48 165 290	47 518 618
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis (nombre)	3 886 761	2 895 551
Effet dilutif de l'engagement à l'égard de l'émission d'actions dans le cadre du programme de maintien en poste (nombre)	—	552 631
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés (nombre) [note 10]	3 102 761	1 594 664
Effet dilutif de l'engagement à l'égard de l'émission d'actions dans le cadre du RILT (nombre) [note 10]	176 437	158 993
Nombre moyen pondéré rajusté d'actions ordinaires	55 331 249	52 720 457
Résultat dilué par action	0,16 \$	0,31 \$

10. RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Options sur actions

La Société a attribué des options sur actions ordinaires de la Société à des administrateurs indépendants. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquiescent sur une période de quatre ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution ou 30 jours après que le participant cesse d'être administrateur. Le prix d'exercice est fondé sur la juste valeur de marché des actions ordinaires à la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions était de 12,46 \$ au 30 juin 2009.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des options sur actions de la Société attribuées aux administrateurs au 30 juin 2009 et des variations survenues au cours de la période terminée à cette date.

	Nombre d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au 30 juin 2008	250 000	16,31 \$
Attribuées	25 000	7,87
Échues	(50 000)	16,31
Solde au 31 mars 2009	225 000	15,37
Attribuées	125 000	7,21
Solde au 30 juin 2009	350 000	12,46 \$

La juste valeur de chaque option sur action a été évaluée à la date d'attribution au moyen du modèle de Black et Scholes selon les hypothèses suivantes :

	Attribution – mai 2009	Attribution – août 2008	Attribution – juin 2008
Rendement de l'action	2,30 %	5,10 %	5,10 %
Volatilité prévue	44,00 %	30,00 %	30,00 %
Taux d'intérêt sans risque	0,25 %	2,32 %	2,32 %
Durée de vie prévue	5 ans	5 ans	5 ans

Le modèle d'évaluation des options exige le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des options sur actions de la Société.

Une charge de rémunération de 62 \$ (51 \$ au 30 juin 2008) a été comptabilisée pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2009.

Régime d'intéressement à long terme

En vertu du régime d'intéressement à long terme (RILT), les unités d'actions temporairement inaccessibles dont les droits sont acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages sociaux des employés (la fiducie) a été constituée et : a) la Société y versera des fonds qu'un fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement inaccessibles; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement inaccessibles. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'unité d'action temporairement inaccessible, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant.

Le coût des unités d'actions temporairement inaccessibles est amorti sur la période d'acquisition des droits de trois ans. Une charge de rémunération de 5 206 \$ (4 828 \$ au 30 juin 2008) a été comptabilisée pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2009.

	<i>Pour la période de trois mois terminée le</i>	
	<i>30 juin 2009</i>	<i>30 juin 2008</i>
Nombre d'attributions en cours		
Attributions en cours au début de la période	4 602 385	2 221 578
Attribuées	908 324	1 204 870
Actions dont les droits sont acquis	(536 046)	(168 050)
Attributions en cours à la fin de la période	<u>4 974 663</u>	<u>3 258 398</u>
	<i>Pour la période de trois mois terminée le</i>	
	<i>30 juin 2009</i>	<i>30 juin 2008</i>
Nombre d'actions ordinaires détenues par la fiducie		
Actions ordinaires détenues par la fiducie au début de la période	3 075 300	1 621 895
Actions acquises	571 929	100 000
Actions libérées à l'acquisition des droits	(395 070)	(145 768)
Actions ordinaires détenues par la fiducie à la fin de la période	<u>3 252 159</u>	<u>1 576 127</u>

II. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le revenu de commissions sur l'ensemble de ces opérations n'est pas important relativement aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Les débiteurs et les créditeurs et charges à payer comprenaient les soldes suivants avec les parties liées décrites ci dessus :

	<i>30 juin 2009</i>	<i>31 mars 2009</i>
Débiteurs	42 095 \$	38 733 \$
Créditeurs et charges à payer	84 049	77 334

12. INFORMATION SECTORIELLE

Les deux secteurs d'exploitation de la Société sont les suivants :

Le secteur Canaccord Adams inclut les services de financement de sociétés, les activités de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et aux États Unis.

Le secteur Services aux particuliers offre des services de courtage et des conseils en placement à la clientèle au détail et privée au Canada et aux États-Unis.

Le secteur Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits et les charges libellés en devises qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Adams ou aux Services aux particuliers.

Les segments d'activité de la Société sont gérés de façon distincte parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après le bénéfice (la perte) avant impôts sur les bénéfices.

La Société ne répartit pas le total des actifs ni le matériel et les améliorations locatives entre les secteurs. L'amortissement est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. Il n'y a pas de produits intersectoriels importants.

	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>							
	<i>30 juin 2009</i>				<i>30 juin 2008</i>			
	<i>Canaccord Adams</i>	<i>Services aux particuliers</i>	<i>Non sectoriel et autres</i>	<i>Total</i>	<i>Canaccord Adams</i>	<i>Services aux particuliers</i>	<i>Non sectoriel et autres</i>	<i>Total</i>
Produits	85 497 \$	40 185 \$	11 781 \$	137 463 \$	104 793 \$	57 853 \$	10 062 \$	172 708 \$
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	65 230	32 661	15 802	113 693	79 985	42 708	16 982	139 675
Amortissement	958	602	361	1 921	912	409	721	2 042
Frais de développement	2 944	1 905	1 005	5 854	4 123	1 566	1 773	7 462
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	16 365 \$	5 017 \$	(5 387) \$	15 995 \$	19 773 \$	13 170 \$	(9 414) \$	23 529 \$

Les activités de la Société sont réparties selon les quatre segments géographiques suivants (les produits sont attribués aux régions géographiques selon les résultats d'exploitation non sectoriels sous-jacents) :

	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>	
	<i>30 juin 2009</i>	<i>30 juin 2008</i>
Canada		
Produits	87 934 \$	108 898 \$
Matériel et améliorations locatives	30 564	24 780
Écart d'acquisition et autres actifs incorporels	—	4 020
Royaume-Uni		
Produits	20 925 \$	33 718 \$
Matériel et améliorations locatives	6 792	7 798
États-Unis		
Produits	27 179 \$	25 621 \$
Matériel et améliorations locatives	7 010	6 997
Écart d'acquisition et autres actifs incorporels	—	28 147
Autres établissements étrangers		
Produits	1 425 \$	4 471 \$

13. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

Au cours de la période, les engagements et éventualités de la Société, présentés à la note 17 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés au 31 mars 2009 déposés dans SEDAR le 26 mai 2009, n'ont pas fait l'objet de modifications importantes.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

SIÈGE SOCIAL :

Adresse du bureau :
Canaccord Capital Inc.
2200 – 609 Granville Street
Vancouver, BC, Canada

Adresse postale :

P.O. Box 10337
Pacific Centre
2200 – 609 Granville Street
Vancouver, BC, V7Y 1H2, Canada

INSCRIPTIONS EN BOURSE :

Bourse de Toronto : CCI
AIM : CCI

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX À L'INTENTION DES

ACTIONNAIRES :

Relations avec les investisseurs
2800 – 161 Bay Street
Toronto, Ont., Canada
Téléphone : 416 869-7293
Télécopieur : 416 947-8343
Courriel :
investor_relations@canaccord.com

RELATIONS AVEC

LES MÉDIAS :

Scott Davidson
Directeur général,
chef du service du marketing et
des communications mondial
Téléphone : 416 869-3875
Courriel :
scott_davidson@canaccord.com

INVESTISSEURS

INSTITUTIONNELS, COURTIERS ET ANALYSTES EN VALEURS

MOBILIÈRES :

Pour les renseignements sur l'information financière, communiquer avec :

Joy Fenney
Vice-présidente,
Relations avec les investisseurs
Canaccord Capital Inc.
2800 – 161 Bay Street
Toronto, Ont., Canada
Téléphone : 416-869-3515
Télécopieur : 416-869-7327
Courriel :
joy_fenney@canaccord.com

Le rapport annuel 2009 de CCI est
disponible sur notre site Web à l'adresse
www.canaccord.com. Pour un exemplaire
imprimé, veuillez communiquer avec le
service des relations avec les investisseurs.

DATES DE PUBLICATION DES RÉSULTATS PRÉVUES POUR L'EXERCICE 2010

Dates de publication des résultats prévues

T1/10	6 août 2009
T2/10	5 novembre 2009
T3/10	4 février 2010
T4/10	19 mai 2010

RESSOURCES À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES :

Pour de l'information sur les transferts
d'actions, les changements d'adresse, les
dividendes, les certificats d'actions perdus,
les formulaires d'impôt et les transferts
de succession, communiquer avec :

SERVICES AUX INVESTISSEURS COMPUTERSHARE INC. :

100 University Avenue, 9th Floor
Toronto, ON, M5J 2Y1
Téléphone : 1 800 564-6253
(sans frais en Amérique du Nord)
514 982-7555 (international)
Télécopieur : 1 866 249-7775
(sans frais en Amérique du Nord) ou
416 263-9524 (international)
Courriel : service@computershare.com
Site Web : www.computershare.com
Possibilité pour les actionnaires inscrits de
s'inscrire au Centre des investisseurs pour
avoir accès à un outil de gestion de compte
libre-service.

INFORMATION FINANCIÈRE :

Pour consulter de l'information
financière courante et archivée de la
Société, visiter le site Web à l'adresse
www.canaccord.com/financialreports.

VÉRIFICATEUR :

Ernst & Young s.r.l.
Comptables agréés
Vancouver, BC

SITE WEB DE LA SOCIÉTÉ :

www.canaccord.com

